

**Union européenne - L'UE renforce
la libre circulation des
marchandises en étendant la
reconnaissance mutuelle -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 22 novembre 2018)**

La présidence autrichienne du Conseil est parvenue ce jour à un accord provisoire avec le Parlement européen sur des mesures qui faciliteront la libre circulation des marchandises dans toute l'UE. Les nouvelles règles améliorent et étendent l'application du principe de reconnaissance mutuelle.

Le projet de règlement devrait améliorer l'application du principe de reconnaissance mutuelle comme suit:

- il clarifie l'étendue de la reconnaissance mutuelle. Cela renforcera la sécurité juridique pour les entreprises et les autorités nationales en ce qui concerne les cas dans lesquels elles peuvent avoir recours au principe de reconnaissance mutuelle;
- il introduit une déclaration de reconnaissance mutuelle pour faciliter la démonstration qu'un bien est déjà commercialisé légalement dans un Etat membre. Cela doit permettre aux opérateurs économiques de recourir à cette déclaration dans le cadre de l'évaluation du bien en question;
- il établit un mécanisme de résolution des problèmes fondé sur le réseau SOLVIT. Ce dispositif devrait fournir des solutions pratiques en cas de différends en ce qui concerne la compatibilité d'une décision administrative de refus ou de restriction d'accès au marché avec le principe de reconnaissance mutuelle;
- il améliore la coopération administrative grâce aux points de contact produit et au recours accru aux technologies de l'information. L'échange d'informations et la confiance entre les autorités compétentes des Etats membres devraient s'en trouver renforcés;
- il prévoit la possibilité d'accorder un soutien financier de l'UE à la mise en place des mécanismes précités qui sont établis au titre des nouvelles dispositions.

Une fois que le règlement proposé aura été formellement approuvé par le Parlement et le Conseil, les nouvelles règles seront applicables douze mois après l'entrée en vigueur du règlement.

Prochaines étapes

L'accord provisoire devra être approuvé par le Parlement européen et le Conseil avant d'être formellement adopté.

Toile de fond

Le cadre législatif existant ne permet pas suffisamment aux entreprises de compter sur le principe de reconnaissance mutuelle lorsqu'elles pénètrent sur de nouveaux marchés dans d'autres pays de l'UE. Il arrive encore parfois que l'accès au marché de biens commercialisés légalement dans un Etat membre soit refusé dans un autre Etat membre sans raison valable. En conséquence, les entreprises ont tendance à adapter leurs biens aux exigences de chaque marché national lorsqu'elles tentent d'entrer sur de nouveaux marchés, ce qui engendre des coûts et retards injustifiés.

Le principe de reconnaissance mutuelle découle de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Il est l'un des moyens de garantir la libre circulation des marchandises sur le marché intérieur. En vertu de ce principe, les Etats membres ne peuvent pas interdire la vente sur leur territoire des biens qui sont commercialisés légalement dans un autre Etat membre, même lorsque ces biens ont été produits selon des règles techniques différentes de celles auxquelles sont soumis les biens nationaux. Seules font exception à ce principe les restrictions qui se justifient pour des motifs d'intérêt public légitime et sont proportionnées aux objectifs poursuivis.

La Commission a présenté la proposition relative au nouveau règlement le 19 décembre 2017 dans le cadre du paquet sur les produits, qui comprend également une proposition de règlement établissant des règles et des procédures concernant le respect et l'application effective de la législation d'harmonisation de l'Union relative aux produits./.